****

## Contribution du GIP Littoral dans le cadre de la concertation sur les fonds européens

Document présenté au Conseil d’administration

Du GIP Littoral le 5 mars 2019

# Introduction

Avec ses 970 km de côte et ses 4 îles, le littoral de Nouvelle-Aquitaine est un territoire d’une grande richesse et d’une grande diversité. Compte tenu de sa nature, de son attractivité et de la diversité des usages qu’il accueille, il est un espace emblématique de l’espace régional.

Dès 2009, et pour faire face à la singularité de ce territoire et aux enjeux spécifiques en matière de préservation et de développement, les acteurs aquitains se sont dotés d’un Groupement d’intérêt public. Structure de gouvernance et de coordination, le GIP Littoral a d’abord élaboré puis animé un premier projet de développement durable pour le littoral : le PDDLA.

Ainsi, depuis 10 ans, avec les collectivités et les territoires au cœur du projet, le partenariat littoral s’est doté de cadres régionaux d’intervention stratégiques sur les questions d’organisation de l’espace, de gestion de la bande côtière ou encore d’aménagement touristique. Si dès le démarrage, la production d’un socle de connaissance commun et de données prospectives a été une priorité affichée par les membres du GIP, le groupement a su s’appuyer sur ces diagnostics partagés pour proposer des cadres d’intervention opérationnels.

Le GIP littoral et l’ensemble de ses membres sont aujourd’hui reconnus au niveau national et européen pour la politique volontariste menée en matière de préservation de l’environnement et d’adaptation aux risques avec en 2012 l’élaboration de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière, qui s’est ensuite déclinée en 7 stratégies locales. Ces stratégies s’appuient sur des programmes d’actions qu’il convient aujourd’hui d’accompagner au mieux pour passer des principes aux réalisations. Sur le plan de l’aménagement touristique, les territoires ont pu s’appuyer dès 2010 sur des schémas et référentiels en matière d’aménagement durable des plages, pistes cyclables et stations touristiques. Les réalisations opérationnelles sur ces chantiers sont révélatrices de la très forte dynamique engagée depuis 10 ans avec près du tiers des plages engagées dans des programmes de requalification, 12 stations engagées sur des démarches de requalification et d’adaptation de leur offre et l’ensemble de l’itinéraire cyclable Nord-Sud sur le littoral ainsi que toutes les connexions entre les bourgs et les plages est réalisé.

Notre organisation régionale sur les politiques littorales fait l’objet d’une attention forte pour sa capacité à construire des cadres d’intervention partagés, car au-delà des seuls membres du GIP Littoral, c’est tout un partenariat qui est mobilisé (l’observatoire de la côte Aquitaine, le Conservatoire du littoral, l’ONF pour ne citer qu’eux).

Les bases sont ainsi posées dans notre région, la volonté de toujours rechercher un équilibre et la préservation de ces grands espaces naturels est affichée et partagée, mais le travail doit se poursuivre avec cette même ambition, et le changement de périmètre a imposé aux acteurs de construire un nouveau projet, répondant aux enjeux actualisés, avec toujours la même exigence du développement durable

Avec l'évolution du périmètre régional, le littoral doit aujourd’hui être repensé avec l’ambition de porter, au travers d’une gouvernance renouvelée, une démarche d'aménagement durable pour l’ensemble du littoral de Nouvelle-Aquitaine.

L’Etat, la Région, les Départements côtiers et les intercommunalités du littoral de Nouvelle-Aquitaine adhérents ou signataires de convention avec le GIP Littoral, l’ont chargé **d’élaborer un projet pour le littoral de Nouvelle-Aquitaine (PLNA).** Le PLNA résulte de la nécessité d’un nouvel acte d’engagement collectif à la hauteur des enjeux du littoral régional, il deviendra ainsi pour le partenariat littoral le cadre de référence et d’actions, à la fois stratégique et opérationnel pour la décennie à venir. Le 5 mars 2019, les membres du Conseil d’administration du GIP littoral ont délibéré sur une première version du projet.

La contribution du GIP Littoral dans le cadre de la concertation sur les fonds européens prend appui sur ce document. En proposant des actions pour répondre aux enjeux de gestion, de valorisation et développement durable des espaces littoraux de Nouvelle-Aquitaine, le PLNA contient les priorités stratégiques pour les territoires littoraux qui pourraient être soutenues par les fonds européens sur la période 2021-2027.

La contribution du GIP littoral prend donc la forme suivante :

* une première partie rappelant les grands défis auxquels demain les territoires littoraux auront à répondre, illustré d’ exemples d’actions permettant d’y répondre ;
* une deuxième partie rappelant les grands principes d’intervention que le partenariat littoral propose de mettre en œuvre pour appliquer ce projet et qui font largement écho aux 5 priorités d’investissements identifiées par l’Europe.

**Carte d’identité du littoral de Nouvelle-Aquitaine**

* **970 km** de linéaire côtier incluant les îles
* **704.071** habitants en 2014
* **4 départements**
* **17 intercommunalités** au 1er janvier 2018
  + dont 6 Communautés d’Agglomération
  + et 11 Communautés de communes
* **140 communes** classées selon la Loi Littoral
  + dont 100 classements « Mer »
  + et 40 classements « Estuaire »
* **11 territoires SCOT**
* **2 grandes îles** (Ré et Oléron)
* **7 fleuves et estuaires** (Sèvre niortaise, Charente, Seudre, Gironde, Adour,

Nivelle, Bidassoa)

* **364.600 emplois** sur les EPCI du littoral dont **49.000** dans l’économie littorale

et maritime

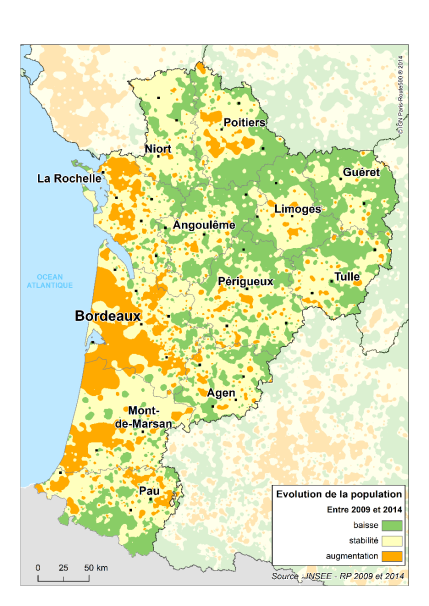
# Partie 1 | Les défis du littoral de Nouvelle-Aquitaine et les pistes d’actions collectives

## Défi 1 | Une attractivité qui impose de repenser l’accueil et l’accessibilité des territoires littoraux

**Une organisation des territoires littoraux remise en question par une croissance démographique soutenue et des logiques touristiques de plus en plus prégnantes**

*Le littoral comme moteur démographique de la Nouvelle Aquitaine*

Les communes littorales accueillent aujourd’hui704.000 habitants, soit 12 % des 5,9 millions d’habitants que compte la région. Par ailleurs, près de 50 % de la population régionale habite à moins de 60 km de l’océan.

L’attractivité du littoral et l’urbanisation qui en découle sont donc des phénomènes qui existent depuis longtemps mais la pression s’est accentuée depuis une quarantaine d’année. Outre son dynamisme, la démographie littorale se caractérise également par sa dimension présentielle, engendrant une population sur le territoire périodiquement supérieure à la population dite permanente.

A l’instar du reste du pays, et de la région, les territoires du littoral néo-aquitain ont, dans leur globalité, tendance à vieillir. Ainsi l’indice de vieillissement moyen est de 1,26, soit le plus fort des 4 façades métropolitaines. La croissance démographique des littoraux néo-aquitains, couplée à la hausse des fréquentations touristiques, interroge donc plus que jamais le fonctionnement des territoires et leur capacité à répondre aux besoins des populations en termes de logements, d’accès aux équipements et services, de mobilités, de ressources naturelles.

Evolution de la population entre 2009 et 2014

*Un besoin d’évolution des villes et des stations littorales*

La qualité des conditions d’accueil, la qualité des services et équipements, le caractère naturel du littoral régional constituent des piliers essentiels et communs de l’attractivité résidentielle et touristique de Nouvelle-Aquitaine. Pour autant, le littoral régional se caractérise par une typologie d’espaces différents sur lesquels les enjeux ne sont pas les mêmes et pour lesquels seules des stratégies de développement adaptées à leurs spécificités leur permettent de faire face aux évolutions urbaines, économiques, environnementales et sociologiques qu’ils subissent.

L’adaptation des territoires littoraux, dans le respect des identités et des spécificités locales, représente donc un enjeu d’aménagement majeur pour le maintien de l’attractivité régionale et la renommée de son offre balnéaire.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  Organiser l’aménagement du littoral en visant un équilibre entre espaces urbanisés et espaces naturels   * Engager une réflexion sur la définition de la capacité d’accueil, partager les bonnes pratiques et les éléments de méthode. |

**Une forte consommation de foncier qui ne permet pas de répondre aux besoins en logement et qui fragilise les équilibres environnementaux, économiques et sociaux**

*Une poursuite de l’étalement urbain et des besoins spécifiques non satisfaits*

L’essor de l’habitat s’est accompagné de la construction de voies de circulations, de réseaux de communication, de réseaux énergétiques et d’assainissement ainsi que de l’ensemble des infrastructures et services nécessaires aux populations résidentes et touristiques (STEP, équipement de santé, zones commerciales, ports…). Ces aménagements sont autant de surfaces et de zones artificialisées, qui se sont fait au détriment des espaces naturels, agricoles et forestiers dont les superficies ne cessent de se réduire ou d’être morcelées. Entre 2000 et 2006, 1 300 hectares ont été artificialisés dans les communes littorales de la façade Sud-Atlantique.

Pour autant, le développement urbain sur le littoral régional se poursuit avec une augmentation soutenue du prix du foncier et de l’immobilier, posant ainsi la question de l’accessibilité aux territoires littoraux (entre les différentes tranches d’âge, entre les différentes classes sociales, entre les résidents permanents et les touristes, entre les pratiques professionnelles et celles liés aux loisirs et activités touristiques).

L’accès au logement et la notion de parcours résidentiel sont des enjeux majeurs. Malgré la croissance du parc et de fortes dynamiques de construction, l’offre de logements sur les territoires littoraux demeure insuffisante au regard des indicateurs démographiques, du desserrement des ménages, du vieillissement et de l’évolution des modes de cohabitation.

*Des formes emblématiques de l’accueil touristique en mutation*

Les **sites d’hébergements touristiques à vocation sociale** (auberges de jeunesses, centres et villages de vacances) sont particulièrement fragilisés par les pressions qui s’exercent sur le foncier mais également par la baisse de fréquentation et de la hausse du niveau d’exigence réglementaire. Sur le littoral, ces centres doivent faire face à des enjeux de rénovation, de réorganisation, d’innovation et de diversification.

Le secteur de **l’hôtellerie de plein-air** connaît aussi des mutations structurelles de premier ordre tant au niveau fiscal, qu’au niveau réglementaire (nouvelles normes d’insertion paysagère, obligations en matière de qualité sanitaire et d’accessibilité, réforme du classement des campings). Le phénomène de durcissement des campings est en partie favorisé par la flambée de l’immobilier de tourisme, mais également l’immobilier de la résidence secondaire et la recherche d’une rentabilité financière accrue.

**Les résidences de tourisme,** portées par des dispositifs fiscaux spécifiques, ont permis, sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine de créer une offre spécifique d’hébergement, accompagnée de services hôteliers qui complètent l’offre traditionnelle de l’hôtellerie et de la location classique. Elles contribuent fortement à l’animation des stations et génèrent des retombées importantes en termes de consommation, d’attractivité d’un site, et de fréquentation des infrastructures touristiques. La filière des résidences de tourisme rapporte chaque année près de 3,5 milliards d'euros aux économies locales[[1]](#footnote-2) . La crise économique, une fiscalité moins favorable ainsi qu’une raréfaction du foncier susceptible d’accueillir les projets, mettent au premier plan la question de l’évolution de ces résidences de tourisme pour les territoires du littoral régional qui les accueillent en grand nombre.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Accompagner la maitrise et la gestion foncière du littoral**   * Poursuivre la production de méthodes et de connaissance sur les dynamiques socio-spatiales du littoral (foncier, démographie, usages…). * Prévenir la formation de friches (sites commerciaux, de tourisme social, résidences de tourisme, campings, etc.), anticiper les opportunités de requalification, de mutation ou de renaturation.   >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Contribuer au développement d’une offre en logements diversifiée et répondant aux besoins**   * Mener une réflexion sur la place des résidences secondaires et leur impact présentiel sur les territoires * Poursuivre les expérimentations autour du logement saisonnier |

**Une bonne accessibilité régionale mais des offres de mobilités qui ne contrecarrent pas l’omniprésence de la voiture au quotidien**

*Accessibilité régionale, mobilités quotidiennes et déplacements saisonniers*

A l’échelle européenne, le littoral régional est bien desservi par le grand axe routier Nord–Sud (N10 / A10 / A63) passant par Bordeaux et Bayonne. Les autres axes routiers importants assurent des liaisons avec les principales villes du littoral. Sur les territoires de l’ex-aquitaine, les principales infrastructures de transports ont été aménagées et calibrées au regard de leur vocation touristique. Ainsi, ces infrastructures efficaces permettent de réduire de manière significative les temps de parcours, hors période estivale. Cette situation a autorisé, peut-être plus qu’ailleurs, une dissociation entre lieu de résidence et lieu de travail, qui explique la forte progression de la périurbanisation subie en rétro-littoral, au-delà des périmètres de SCoTs littoraux. Subi ou choisi ce phénomène amène une part de plus en plus importante de la population active à habiter en rétro-littoral tout en continuant à travailler sur le littoral, accroissant ainsi les mobilités quotidiennes des résidents.

A l’échelle nationale le tourisme « littoral » est de manière quasi exclusive dépendant de la voiture, à la fois en termes d’accessibilité « au » territoire et en termes de déplacements « sur » le territoire. Aujourd’hui la pression automobile apparait comme toujours plus forte et les désagréments engendrés par la présence de la voiture invitent de plus en plus de collectivités littorales à se poser la question de la place de celle-ci dans l’organisation et le fonctionnement de leur territoire.

*De nouvelles attentes et pratiques d’aménagement qui émergent*

L’évolution des modes de vie et des pratiques touristiques ainsi que les mutations socio-démographiques (augmentation du temps des loisirs, désynchronisation des temps de travail, vieillissement, installation de personnes aux profils plus urbains) vont renforcer la demande en nouveaux besoins de mobilité, plus adaptés à la diversité des situations individuelles.

Si au niveau régional, l’enjeu réside avant tout dans une bonne articulation entre la grande accessibilité et les offres locales ; de nombreuses collectivités littorales s’engagent de leur côté dans des projets de territoires où les mobilités alternatives sont au cœur du projet urbain et/ou de l’offre touristique. Tout cela génère à la fois des changements en matière d’aménagement du territoire mais également des changements dans l’organisation même des territoires, imposant de remonter la chaîne multi modale jusqu’à sa source. Le travail en amont des flux pour faciliter les alternatives à travers la mise en place de dispositifs anticipateurs n’est pas à la portée des communes littorales seules et impliquent une coopération étroite avec les Départements, Région, ainsi que les agglomérations urbaines et métropolitaine.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Optimiser les bénéfices de l’accessibilité régionale et améliorer les mobilités quotidiennes et touristiques**   * Accompagner à la définition des stratégies territoriales de gestion de la fréquentation * Accompagner les besoins de développement de l’offre de services à la mobilité publique ou privée, en particulier sur des spécificités littorales (liaisons maritimes,) |

## Défi 2 | Des espaces et sites naturels, agricoles et forestiers à préserver et à valoriser à toutes les échelles

**Des ressources et espaces naturels pourvoyeurs de services essentiels à l’Homme et à ses activités encore trop peu reconnues**

*Des milieux d’une grande richesse et diversité qui concentrent un des potentiels environnementaux les plus importants d’Europe*

Le cordon dunaire, les zones humides, les plans d’eau douce et les lacs marins, les falaises, les forêts littorales… forment autant d’espaces naturels spécifiques et diversifiés qui témoignent de la richesse patrimoniale du littoral régional.

Les **milieux dunaires** en Nouvelle-Aquitaine sont d’une ampleur exceptionnelle (+ de 95.000 ha), il s’agit en effet du plus long cordon dunaire d'Europe Occidentale, avec plus de 200 km de linéaire depuis le nord de la Gironde jusqu’au nord des Pyrénées-Atlantiques. Ils abritent une faune et une flore spécifiques ainsi qu’une grande diversité d’habitats. La domanialité à plus de 80 % de ce linéaire côtier ainsi que la présence du Conservatoire du littoral participent de manière essentielle à la préservation de ces milieux naturels. Les **zones humides**, très nombreuses en Nouvelle-Aquitaine, comptent parmi les écosystèmes les plus riches et les plus singuliers. Elles constituent des habitats de prédilection pour de nombreuses espèces d’intérêt patrimonial et jouent un rôle majeur dans l’expansion des crues et la lutte contre les inondations. Tous ces sites présentent une très forte productivité primaire et plusieurs sont reconnus d’importance nationale ou internationalenotamment pour l’accueil de l’avifaune migratrice et hivernante.

Depuis la pointe Saint-Martin jusqu’à la frontière espagnole, s’étend sur près de 40 km **la côte rocheuse à falaise basque** dont la hauteur varie entre 10 et 70 m. Les parois rocheuses, mais également les landes situées au-dessus de ces falaises présentent des associations végétales rares et un fort taux d’endémisme. Elles constituent en outre une offre d’habitats importante pour un grand nombre d’espèces.

Les **milieux forestiers** du sud charentais au sud des Landes sont emblématiques du littoral régional au regard de la superficie qu’ils recouvrent. Le Massif forestier landais constitue à lui seul 30% des réservoirs de biodiversité en ex-Aquitaine et regroupe au-delà d’une apparente uniformité, une grande diversité de milieux et d’espèces. La continuité du massif lui permet de constituer un point de repère et de passage privilégié pour de nombreuses espèces migratrices. En Charente-Maritime, la forêt domaniale de la Coubre couvre une superficie de près de 8.000 ha, elle est l’une des plus importantes au nord de la région Nouvelle-Aquitaine. Le rôle de ces forêts littorales dans le maintien des dunes est essentiel.

*Des services écologiques rendus inestimables et valorisables*

Les **services supports ou fonctions écologiques** sont à la base de l’ensemble des services car ils permettent le maintien du bon fonctionnement de l’écosystème. En premier lieu, les eaux marines sont une composante essentielle du cycle de l’eau. Les cours d’eau et les zones humides participent également au cycle de l’eau en la transportant, la stockant ou en absorbant les excès d’eau temporaires. La végétation présente est également un maillon essentiel dans la formation et la stabilisation des sols. Ainsi les forêts dunaires contribuent à la formation des sols tout autant qu’elles permettent de limiter la mobilité dunaire. Les milieux naturels littoraux et les écosystèmes associés abritent une riche biodiversité, due à l’interface terre/mer et servent par conséquent d’habitats, de lieu d’hivernage et de reproduction pour de nombreuses espèces animales et végétales.

Les **services d’approvisionnement** : Tout particulièrement, les zones marines et côtières fournissent de nombreuses ressources alimentaires : poissons, crustacés, mollusques. La présence et la qualité de ces ressources naturelles ont permis historiquement l’émergence de véritables filières de production aujourd’hui structurantes pour l’économie régionale et porteuses d’une image attractive et identitaire des territoires. Au-delà des activités de pêche et de conchyliculture, l’agriculture est pratiquée au sein des écosystèmes côtiers et notamment dans les marais. Les milieux marins et littoraux hébergent également de nombreux organismes (algues, mollusques…), sources de substances utilisées dans divers secteurs économiques tels que l’industrie agro-alimentaire ou pharmaceutique. Ces ressources restent encore très peu valorisées et représentent un potentiel de développement très important pour les territoires s’investissant dans le champ de la Croissance Bleue.

Les milieux marins et littoraux assurent aussi un rôle fondamental dans **la régulation** du climat et le stockage du carbone.

Enfin, les **services culturels** : le littoral régional est un espace emblématique du tourisme à l’échelle nationale et recherché pour la pratique d’activités de loisirs. Après les activités de baignade et de promenade, les loisirs liés à la pêche, les sports et activités nautiques et de glisse voire la plongée sous-marine sont plébiscités. Chaque année, les sites naturels accueillent un nombre de visiteurs toujours plus important (10 millions de visites sur 2 mois sur les plages de l’ex-Aquitaine, 2 millions de visiteurs par an sur la Dune du Pilat). Ces chiffres témoignent à la fois de la dimension attractive et génératrice de retombées économiques des espaces naturels et de l’impérieuse nécessité de les préserver.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Appréhender globalement les espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) et les paysages littoraux**   * Améliorer les connaissances sur l’évolution temporelle et spatiale des espaces NAF, en vue d’anticiper les changements à venir [[2]](#footnote-3) * Etudier et/ou valoriser les connaissances sur la multifonctionnalité des espaces NAF et les services rendus par ces espaces |

**Une richesse biologique reconnue et un besoin de gestion concertée pour faire face aux menaces et pressions**

Les territoires du littoral de Nouvelle-Aquitaine comptent de nombreux hauts lieux de biodiversité et sont par ailleurs reconnus pour leur attractivité touristique. On peut citer aux premiers rangs de ceux-ci les Baies de l’Aiguillon, d’Yves et de Fouras, les forêts de la Coubre et de Suzac, le Domaine de Certes et Graveyron et la Dune du Pilat, sur le Bassin d’Arcachon, le Marais d’Orx dans les Landes ou encore les falaises d’Abbadia et la Corniche basque. A l’échelle régionale, nombre d’entre eux bénéficient d’une couverture importante de zonages de protection réglementaire du patrimoine naturel ou de maîtrise foncière, témoignant ainsi de l’intérêt et de la grande valeur de ces espaces.

Pour autant, une grande partie de ce patrimoine naturel subit en parallèle des pressions de plus en plus nombreuses. Parmi les causes majeures de diminution de la biodiversité à l’échelle mondiale, comme locale, on trouve la destruction, la fragmentation et la dégradation des écosystèmes. L’artificialisation du littoral détruit en effet de nombreux milieux naturels et empêche la libre circulation des espèces. Le rythme d’artificialisation est deux fois plus important sur le littoral régional qu’en France métropolitaine. Près de 2.700 ha ont été artificialisés sur les communes littorales entre 2000 et 2012, essentiellement au détriment des espaces forestiers, puis agricoles. Les espaces les plus proches du rivage (-500m) sont souvent les plus artificialisés.

Source : diagnostic du DSF, 2017

En outre, certains équilibres sont aussi remis en cause par la présence et le développement d’espèces animales et végétales dites « exotiques envahissantes ». Ces espèces se développent au détriment des espèces locales et peuvent faire peser de graves menaces sur la biodiversité mais aussi parfois sur les activités ou la santé humaines. Le développement non maitrisé de certaines activités comme le tourisme peut également affecter les milieux naturels avec les phénomènes de piétinement, d’écrasement, de dérangement de la faune et de production de déchets. Ces menaces sont autant d’impacts négatifs qui peuvent s’exercer sur les services qu’ils fournissent.

Pour garantir la préservation de ce patrimoine naturel, il est indispensable de mieux connaitre la biodiversité des territoires littoraux de Nouvelle-Aquitaine et en particulier le fonctionnement des écosystèmes, les interactions entre les espaces et leur milieu et les interdépendances entre les services écologiques. Il est également nécessaire de favoriser la préservation d’espaces à grande échelle, aussi bien à terre qu’en mer. A ce titre, l’action des Départements et du Conservatoire du littoral pour la préservation des espaces sensibles, à travers la maitrise foncière et des usages, est essentielle. Enfin, le développement de l’ensemble des usages et des activités doit être pensé dans un souci de sobriété foncière, de réduction des impacts environnementaux et d’une bonne intégration, notamment paysagère, dans les sites et territoires qui les accueillent.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Intégrer l’armature des espaces NAF et leurs ressources au cœur des projets de territoire**   * Accompagner et valoriser la prise en compte des espaces NAF, de la biodiversité et des services écosystémiques au cœur des projets des territoires. * Proposer un cadre méthodologique pour définir la capacité des milieux naturels à supporter des pressions, pour adapter les projets d’aménagement. |

**Des paysages littoraux, marqueurs identitaires à préserver**

Les paysages littoraux régionaux sont d’une grande qualité aussi bien du point de vue naturel (diversités des plages, des côtes, des estuaires, des zones humides...) que du point de vue culturel et social avec des architectures locales traditionnelles marquées. Les activités telles que la conchyliculture, la sylviculture, les activités portuaires ou encore les marais salants ont marqué et marquent encore les paysages, en leur donnant des identités spécifiques et un caractère d’authenticité, facteur d’attractivité.

Ces paysages littoraux, quelle que soit leur typologie (naturels, urbains, ruraux, industriels), font partie du patrimoine littoral et sont constitutifs de l’identité régionale et support d’activités spécifiques au littoral. La pression foncière et touristique que connaissent les territoires littoraux, couplée à la multiplication et à l’intensification des activités sur ces espaces, risque de dégrader voire de faire disparaitre les paysages naturels et de banaliser les paysages façonnés par l’Homme. Un grand nombre d’actions de préservation des paysages existe déjà : les Opérations Grand Site, ou encore les initiatives menées par certaines collectivités dans l’élaboration de leurs documents de planification. Il s’agit sans doute désormais de veiller à ce que ce volet paysager soit pris en compte dans l’ensemble des études, projets et documents d’aménagement.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Définir et généraliser les conditions de mise en valeur et de préservation des espaces naturels littoraux**   * Identifier et mieux connaître les espaces naturels fréquentés du littoral en vue d’apporter un appui méthodologique pour améliorer, rationaliser l’accueil sur les sites et assurer leur préservation * Identifier et caractériser l’évolution des usages de loisir les plus emblématiques du littoral et leurs impacts en matière d’aménagement pour une amélioration du partage de l’espace et de la cohabitation entre usagers (cf. Guide régional surf) * Innover et promouvoir une gestion environnementale (durable) des sites fréquentés : accessibilité, gestion des flux, gestion des déchets, nettoyage des plages, gestion économe de l’eau, gestion agricole des espaces… * Mettre en réseau et valoriser les démarches de suivi et d’amélioration de la qualité des eaux de baignade (et plus largement des eaux littorales) et les outils de gestion et de communication associés |

## Défi 3 | Des mutations des activités économiques et des dynamiques territoriales qui imposent de repenser les modèles et de l’appui sur les ressources locales

**Des filières littorales emblématiques et structurantes qui doivent évoluer vers des pratiques et aménagements plus durables**

*La pêche professionnelle et l’aquaculture*

Les activités liées à la pêche et à l’aquaculture (conchyliculture, pisciculture) participent activement au dynamisme économique et social du littoral régional, ainsi qu’à son identité. La pêche maritime professionnelle est caractérisée par une importante activité de pêche artisanale côtière ainsi qu’une pêche au large plus circonscrite. Le secteur a connu une importante évolution ces dernières années avec la mise en place de nombreuses mesures de gestion environnementale. En termes d’aménagement, tous les ports de pêche de la façade ont pu moderniser leurs infrastructures. Concernant le secteur aquacole, il s’appuie essentiellement sur la conchyliculture. Une de ses caractéristiques est sa forte dépendance de la qualité du milieu. L’accessibilité aux sites de production demeure également un enjeu d’organisation spatiale fondamental en raison d’importants chevauchements d’usages et de la pression sur le foncier.

*Les ports, infrastructures et transports maritimes*

La région Nouvelle-Aquitaine comporte deux grands ports maritimes constituant une porte d’entrée sur l’international : Bordeaux et La Rochelle ; et deux pôles portuaires décentralisés : le port de Bayonne et l’ensemble portuaire de Rochefort Tonnay-Charente. Les activités portuaires génèrent de nombreux emplois directs et indirects. Pour ces ports, différentes activités parallèles cruciales sont menées et doivent être développées. C’est le cas du développement du réseau ferroviaire et du développement de l’offre de services aux navires. La prise en compte des enjeux de développement durable, de sécurité et la maîtrise de l’impact des activités portuaires sur l’environnement sont également des questions centrales pour les ports. En terme de développement stratégique, les projets des deux Grand Ports Maritimes ont des points de convergence qui portent à la fois sur le secteur des énergies marines ; et sur le passage progressif d’une économie linéaire à une économie circulaire.

*Les industries nautiques et navales*

Les industries navales et nautiques sont très diversifiées sur le littoral régional. Elles se concentrent principalement sur deux zones : le littoral Charentais et notamment La Rochelle d’une part, et le bassin d’Arcachon et la région de Bordeaux d’autre part. Elles sont présentes sur les secteurs de la construction et de la réparation des navires civils, des navires militaires mais également des bateaux de plaisance. La présence de ces grands chantiers constructeurs et de pôles de réparation et d’entretien a amené l’installation d’équipementiers dans les zones de production. La part des exportations étant très importante, ce secteur économique reste sensible à la conjoncture internationale.

*La plaisance, les loisirs nautiques et la filière glisse*

La plaisance et les loisirs nautiques constituent une part importante de l’activité économique et touristique, qu’il s’agisse de la construction de navires et d’équipements, de création ou de gestion des ports, de services, ou de location. Cette filière dynamique est principalement portée par le nautisme. Par ailleurs, les territoires littoraux voient se développer des usages « nouveaux », ou en tout cas émergents. Le développement des activités de loisirs sur l’interface terre-mer ou sur les espaces lacustres est en poupe. Installé depuis longtemps et en fort développement, le surf est pratiqué sur tout le littoral régional. Au-delà du surf, les sports de glisse sont très dynamiques sur l’ensemble du territoire et ce sont bien ces spots de pratiques qui sont à l’origine de l’implantation de plus de 400 entreprises sur le littoral.

**Des filières adossées aux ressources naturelles porteuses de perspectives d’innovation et de création de valeur ajoutée**

*La sylviculture*

L’agriculture et la sylviculture occupent une place de premier plan au sein de la région Nouvelle-Aquitaine. Ces deux grands secteurs d’activités contribuent à la vitalité économique des territoires et aux paysages qui font la qualité du cadre de vie du littoral. Le massif des Landes de Gascogne est un élément fondamental de la structuration de la filière forêt-bois-papier dans la région. La filière se caractérise par une grande diversité et complémentarité entre les activités, permettant une valorisation de l’ensemble du pin maritime. Toutefois, elles sont soumises à de nombreuses pressions et menaces, au premier rang desquelles le manque de productivité du massif forestier, consécutif aux tempêtes de 1999 et 2009 qui ont détruit une partie de la ressource. La question de l’approvisionnement et de la production est donc aujourd’hui essentielle pour le maintien et le développement de la filière. De nouvelles perspectives se dessinent  avec le développement des éco-matériaux, de la chimie verte, etc. Ces nouvelles opportunités appellent à une gestion durable de la ressource. Elles concourent également à valoriser la forêt en lui garantissant une certaine multifonctionnalité, en l’orientant vers des produits de qualité, valorisables économiquement.

*L’agriculture et l’agroalimentaire*

La région Nouvelle-Aquitaine est la première région agricole d’Europe. Les activités agricoles sont peu nombreuses sur les territoires littoraux stricto sensu. Généralement les espaces agricoles sont localisés en rétro-littoral et/ou à la périphérie des zones urbanisées notamment en raison des fortes concurrences qui pèsent sur les marchés fonciers. Ce faisant, les activités agricoles sont de plus en plus fragilisées. Or ces espaces participent pleinement aux images et aux valeurs de qualité de vie, de bien-être que véhicule le littoral. Elles participent également à l’entretien et à la mise en valeur des paysages que veulent voir les nouveaux résidents ou touristes. Enfin, ces espaces participent directement à l’approvisionnement des marchés locaux des territoires littoraux. Pour toutes ces raisons, les activités agricoles sont un lien essentiel entre les territoires du littoral et du rétro-littoral. A l’autre bout de la chaine, les Industries Agro-Alimentaires (IAA) sont principalement situées au nord de la Charente-Maritime, au sud des Landes et en Pyrénées-Atlantiques. L’agriculture bio est également en plein développement ainsi que les circuits courts.

Enfin, le secteur agricole et la filière de l’IAA présentent un fort potentiel d’innovation avec des secteurs émergents (nouveaux produits/évolution de la demande, matériaux bio-sourcés). Dans tous les cas, le développement de ces nouveaux marchés rend capital le maintien de la qualité des ressources par une diminution de l’artificialisation et une gestion durable des espaces.

*Les secteurs émergents liés à la présence de la mer*

A l’échelle régionale, le littoral offre sans doute un important potentiel pour le développement de nouvelles activités liées à la présence de la mer. Ces nouvelles activités sont d’une part les énergies marines renouvelables et d’autre part les biotechnologies qui exploitent et valorisent les ressources biologiques marines, notamment à des fins médicales. A ces activités s’ajoutent l’aquaculture offshore, l’exploration des grands fonds marins ou encore l’implantation de plateformes Offshore Multi-Usages (POMU) qui sont perçues, dans le cadre de la politique régionale de Croissance Bleue, comme autant d’opportunités de création de haute valeur ajoutée pour les territoires qui les accueilleront ou les développeront.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Conforter les activités et les espaces productifs**   * Engager une réflexion sur les activités nécessitant la proximité de l’eau en vue d’améliorer leur prise en compte et leur organisation dans les documents de planification * Engager une réflexion sur la mutation des espaces portuaires professionnels (pêche, ostréicole) afin de répondre à la concurrence de nouveaux usages et activités |

**Des secteurs résidentiels et touristiques insuffisamment inscrit dans les stratégies de développement des territoires**

*Une économie littorale marquée par le poids du résidentiel*

Parmi les secteurs les mieux représentés, l’économie résidentielle rassemble peu ou prou les deux tiers des établissements du littoral. Cette surreprésentation par rapport à la moyenne régionale s’explique en partie par l’attrait touristique et résidentiel du littoral. Si cette économie résidentielle permet une croissance locale par captation de revenus extérieurs, fournit une certaine autonomie aux territoires littoraux, son impact est encore relativement faible sur l’économie locale. Par ailleurs, le développement de l’économie résidentielle peut avoir un effet dissuasif pour le développement des activités productives.

*Le tourisme, en quête d’un effet d’entrainement*

Avec 5,1 milliard d’euros de retombées économiques directes générées et l’accueil de plus de 28 millions de touristes, le tourisme occupe une place majeure dans l’économie de la Région. Sur le littoral, la filière touristique génère 30.000 emplois auxquels s’ajoutent les 110.000 salariés saisonniers. Le développement touristique s’est ancré massivement dans les territoires littoraux à partir des années 60/70. Avec une offre avoisinant le million de lits, le poids du secteur de la résidence secondaire est largement supérieur à celui du secteur marchand. Ce déséquilibre, et les modalités de fréquentation qui y sont associées concoure largement au phénomène de saisonnalité. Le reste de l’offre proposée reste également marqué par une saisonnalité très forte dans les secteurs les moins urbains : des commerces hors saison, un positionnement centré sur le littoral, et une offre rétro-littorale faible ou peu mise en relation… Le vieillissement de certaines stations s’observe également dans l’offre d’hébergements et d’équipements, d’espaces publics dégradés, etc.

Paradoxalement, les activités touristiques et de loisirs se développent et évoluent avec une grande rapidité, notamment grâce aux outils numériques. Elles se sont largement appuyées sur les opportunités offertes par les espaces naturels. La baignade, la glisse et les activités nautiques, le vélo, la promenade sont au cœur des motivations de séjours ou d’itinérance des clientèles et constitue les principaux atouts de la filière balnéaire. Le maintien d’un accueil de qualité, sécurisé et protecteur des milieux naturels autour des 237 plages du littoral régional est un enjeu majeur. Ce constat impose aux territoires de conforter les activités touristiques et de loisirs en prenant en compte les évolutions du marché et d’adapter et requalifier les territoires et stations touristiques en conséquence. Il impose plus globalement de penser de manière conjointe stratégie touristique et projets de territoire et de le traduire dans les documents de planification.

A l’échelle régionale, la requalification globale de l’offre touristique des stations de Nouvelle-Aquitaine est un enjeu central dans l’objectif de faire de la Région Nouvelle-Aquitaine la 1ère région de tourisme durable. La démarche Aménagement Durable des Stations qui repose sur un référentiel développant dix principes d’aménagement durable et transversaux pour repenser l’aménagement des stations littorales est un des outils qui permet de répondre à cet enjeu.

A court et moyen terme, l’ensemble des actions menées en vue de moderniser la filière balnéaire constitue un effet d’entrainement majeur à optimiser pour le développement et la structuration d’autres filières touristiques à travers des actions d’aménagement durables : glisse, vélo, plaisance…Il existe également des enjeux de structuration, d’innovation et de professionnalisation de filières locales liés aux besoins générés par les secteurs touristiques et résidentiels. A ce titre l’éco-construction, l’éco-mobilité ou encore la silver économie représentent des potentiels importants.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Conforter les activités touristiques et de loisirs en prenant en compte les évolutions du marché**   * Participer à la production et la mutualisation des données qualitatives et dynamiques dans l’observation des territoires littoraux * Développer et améliorer les services sur les plages dans un souci de maintien de l’égalité entre territoires (entretien, nettoyage, surveillance des plages…) * Encourager l’innovation dans le secteur du tourisme   >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Adapter et requalifier les territoires et stations touristiques [[3]](#footnote-4)**   * Poursuivre et évaluer les effets et retombées de la démarche Aménagement Durable des stations * Réviser le Schéma plans plages et poursuivre l’identification de nouvelles actions collectives sur les plans plages |

## Défi 4 | Des risques littoraux, menaçant les territoires à différents horizons temporels, qui imposent de repenser la prévention en lien avec l’aménagement

Le littoral régional concentre de nombreux aléas naturels (inondation, submersion marine, érosion côtière, feux de forêts, etc.) et enjeux (habitations, activités économiques, etc.). Des événements récents (tempêtes Martin en 1999, Klaus en 2009, Xynthia en 2010, hiver 2013/2014) ont durement rappelé que ce rivage est fragile.

Toutefois, cette exposition est inégalement répartie selon les territoires, l’intensité et la nature des aléas et des enjeux. Les risques naturels sont particulièrement marqués sur le littoral charentais maritime, la côte et l’estuaire girondins et le Pays Basque, zones les plus peuplées. En matière de risques littoraux, ce sont principalement l’érosion côtière et la submersion marine qui sont présents, à l’interface terre-mer. Dans le contexte actuel de changement climatique, deux paramètres principaux seraient susceptibles d’aggraver ces deux aléas : l’élévation du niveau de la mer et l’évolution du régime de houle, accroissant ainsi l’exposition des territoires aux risques littoraux et impactant plus intensément les populations, les activités économiques et le patrimoine naturel.

En plus des risques liés à l’érosion côtière et à la submersion marine, le littoral régional est particulièrement sensible aux risques d’incendie de forêt. Son importante couverture forestière avec la présence du Massif des Landes de Gascogne et des forêts littorales de Charente-Maritime, est le siège de nombreux départs de feux souvent directement liés aux activités humaines. Or l’accroissement de population qui touche actuellement les territoires littoraux se traduit par une multiplication des facteurs de risques à travers le développement de l’habitat isolé, de la fréquentation insuffisamment maitrisée en forêt et de l’augmentation des espaces d’interface entre milieux urbains et forestiers.

**Un besoin permanent de connaissances et de suivi de phénomènes bien connus**

*Submersion marine*

L’aléa submersion marine est une inondation temporaire, notamment des zones basses de la frange côtière, par la mer lors de conditions météorologiques et océaniques défavorables. Les principales zones basses du littoral régional sont : les marais de Rochefort et de Brouage ainsi que les estuaires de la Charente et de la Seudre, les marais des iles de Ré et Oléron, l’estuaire de la Gironde et la pointe de Grave, le pourtour du Bassin d’Arcachon et les estuaires de l’Adour et de la Nivelle. Elles représentent près de 1500 km². Environ 60 % d’entre elles sont situées sur le littoral de Charente-Maritime et près de 600 km² sur les littoraux girondin et basco-landais.

Sur les espaces littoraux du Bassin Adour-Garonne, l’identification de ces zones basses, couplée à la prise en compte d’autres paramètres, a permis d’identifier quatre territoires à Risque important d’Inondation (TRI) : La Rochelle-Ile de Ré, Littoral Charentais Maritime, Bassin d’Arcachon, Côtier Basque. Dans le cadre du Plan de Gestion du Risque Inondation du Bassin Adour-Garonne, il est évalué à 450 le nombre de communes potentiellement exposées au risque de submersion marine, soit 200 000 personnes résidant dans l’enveloppe approchée des inondations potentielles par submersion marine.

*Erosion côtière*

Pris dans sa globalité, le littoral régional est dans une situation d’érosion côtière. La situation en Nouvelle-Aquitaine peut paraitre dans son ensemble bonne au regard d’autres zones littorales plus durement touchées dans le monde. Néanmoins, ce point de vue global masque des situations locales très contrastées : avec des secteurs où il existe une érosion forte supérieure à 2 mètres par an sur la côte sableuse, ou des falaises présentant un aléa mouvement de terrain de fréquence moyenne, des secteurs stables et d’autres enfin plus ponctuellement en accrétion.

Des événements plus ou moins récents rappellent l’ampleur des phénomènes naturels en jeu, mais aussi parfois leur soudaineté. Durant les évenements de l’hiver 2013/2014, le recul du trait de côte a dépassé 20 m sur de nombreux sites, avec des maxima par endroit à 30 – 40 m en Gironde. Il est important de rappeler qu’aux facteurs naturels, peuvent parfois s’ajouter des facteurs d’accélération d’origine humaine : blocage du transit sédimentaire par des ouvrages en dur (portuaires ou de défense contre la mer), prélèvement de sédiments,…

Aléa érosion marine des côtes sableuses

Le rivage sableux aquitain résulte des apports massifs de sédiments transportés par les fleuves vers l’océan et repris par les vents depuis la dernière période glaciaire. Aujourd’hui, les stocks de sédiments se sont épuisés et la tendance s’est inversée : les plages sont globalement soumises à un phénomène d’érosion et de recul du trait de côte. À cette pénurie de sédiments s’ajoute l’action du vent et de l’océan. Les courants côtiers transportent et déposent les sédiments mobilisés. Cette « dérive littorale » orientée principalement Nord-Sud en Aquitaine, et parallèle au trait de côte, est à l’origine de l’évolution des plages. La redistribution du sable sur les plages n’est pas uniforme : on trouve donc des plages en érosion, en accrétion ou en équilibre. Les secteurs aux débouchés des estuaires et des lagunes sont particulièrement sensibles à ces effets de redistribution : passes du bassin d’Arcachon, pointe du Médoc, pertuis de Maumusson, etc. L’élévation du niveau de la mer, l’augmentation des fréquences et de l’intensité des tempêtes et de nouvelles actions humaines de lutte active dure pourraient modifier ce phénomène d’érosion.

Aléa mouvement de terrain des côtes rocheuses

Les falaises rocheuses se situent principalement en Charente-Maritime, le long de l’estuaire et dans les Pyrénées-Atlantiques sur la côte basque française. Ce trait de côte très irrégulier est également en érosion, ce qui se traduit par des mouvements de terrain. L’érosion du littoral rocheux a pour conséquence une évolution de son modelé qui se traduit par un recul du pied de falaise, mais surtout du sommet de falaise.

**Des cadres stratégiques, réglementaires et des outils opérationnels qui ont besoin d’être pérennisés pour répondre aux enjeux de court et long terme**

*Submersion marine*

La Stratégie Nationale de Gestion des Risques d’Inondation, publiée en 2014, a permis de définir localement 5 Territoires à Risques importants d’Inondation sur le littoral néo-aquitain. Sur ces TRI ont été mises en place 5 Stratégies Locales de Gestion du Risque d’Inondation ; appuyées en Charente-Maritime sur un important programme de défense contre la mer qui se décline à travers 8 Programmes d’Actions de Prévention des Inondations (PAPI). En Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques, 2 Stratégies Locales de Gestion du Risque d’Inondation et 2 PAPI d’intention littoraux sont en cours d’élaboration (bassin d’Arcachon et côte Basque). Le Plan Digues est sous maîtrise d’ouvrage du Département de la Charente-Maritime, et s’inscrit notamment dans les Programmes d’Actions de Prévention des Inondations et les travaux labellisés « Plans Submersions Rapides » après la tempête Xynthia.

*Erosion côtière*

La Stratégie Nationale de Gestion Intégrée du Trait de Côte a été définie en 2012 et actualisée en 2017. C’est la même année qu’a été définie en ex-Aquitaine une stratégie régionale de gestion de la bande côtière. Elle propose à l’ensemble des acteurs publics du littoral une vision partagée permettant de gérer le risque d’érosion côtière, et traduit une ambition collective à l’échelle régionale et offre une boîte à outils pour mettre en œuvre, localement, une gestion durable de la bande côtière. Ce cadre a permis d’identifier que 85% du linéaire du littoral ex-aquitain présentait une sensibilité socio-économique faible. Toutefois, une grande disparité a pu être soulignée entre la côte rocheuse et la côte sableuse, La première concentrant des enjeux bien plus denses que la seconde, dont le caractère naturel est dominant. L’érosion côtière n’est donc pas un problème immédiat pour l’ensemble du littoral aquitain. En revanche, dans les secteurs où populations et activités sont implantées, cette présence constitue à la fois des enjeux économiques, sociétaux et humains auxquels il convient de rajouter les enjeux environnementaux et patrimoniaux. Au terme de ce diagnostic, 7 territoires prioritaires ont élaboré une stratégie locale érosion avec l’objectif de réduire durablement et efficacement la vulnérabilité des personnes, des biens et des activités à l’érosion côtière.

Au-delà de ces cadres spécifiques, la Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte invite à une gestion coordonnée des actions de prévention contre la submersion et les érosions. Avec l’arrivée en 2018 de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), les compétences et responsabilités ont en partie été précisées, pour les inondations/submersions marines et pour l’érosion côtière. Cependant, les outils stratégiques et de programmation (TRI, PGRI, SLGRI, PAPI), ainsi que les éléments règlementaires (systèmes d’endiguement, décret « digues ») et financiers (Commission mixte inondation, fonds Barnier, taxe GEMAPI) restent bien distincts pour les deux aléas, ne facilitant pas une gestion coordonnée dans la pratique.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Encourager la mise en œuvre de stratégies de gestion des risques d’érosion côtière**   * Poursuivre l’élaboration et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la bande côtière[[4]](#footnote-5) * Valoriser et partager les démarches d’information, de concertation, de participation du public dans l’élaboration et la mise en œuvre des stratégies de gestion de la bande côtière, et accompagner le développement de nouvelles approches en ce sens   >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Articuler davantage la gestion des inondations/submersions marines et la gestion de l’érosion côtière**   * Valoriser et partager les démarches locales de gestion des submersions marines et identifier les éventuels besoins d’appui au niveau régional * Evaluer les effets et retombées des stratégies, plans de gestion et programmes d’actions régionaux et locaux de gestion des risques littoraux sur les actions opérationnelles de terrain, et imaginer d’éventuelles pistes d’améliorations |

**Une articulation du couple planification – prévention qui reste insuffisante**

À la difficulté d’articuler les outils et dispositifs de gestion et de prévention entre eux, s’ajoute celle de mettre en relation ces mêmes outils et ceux de la planification, de l’urbanisme. Dans les communes couvertes par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), les risques doivent être obligatoirement pris en compte dans les documents d’urbanisme. Le PPRN, annexé au document d’urbanisme, le rend ainsi opposable aux autorisations d’occupation et utilisation des sols, tels que les permis de construire ou d’aménager, au même titre que les dispositions réglementaires du document d’urbanisme en fonction des zonages, afin de limiter l’implantation de nouveaux enjeux et l’augmentation de la vulnérabilité dans les zones à risque. En l’absence de PPRN, les communes doivent malgré tout tenir compte des risques naturels dans l’élaboration des documents d’urbanisme, en fonction de la connaissance locale des aléas naturels.

À l’avenir, une meilleure articulation entre dispositifs de gestion et de prévention et outils de planification devra être recherchée sur les territoires littoraux, de façon à ne pas exposer de nouveaux enjeux aux risques, sans toutefois trop « figer » l’aménagement des territoires littoraux, car les modes de gestion basés sur la réduction de la vulnérabilité, et notamment le repli stratégique devront prendre une place de plus en plus importante dans les stratégies locales de gestion sur le long terme.

|  |
| --- |
| >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Préserver les espaces naturels concourant à la résilience des territoires littoraux**   * Valoriser les actions de génie écologique sur les plages et espaces dunaires, notamment en mettant en réseau les acteurs impliqués * Accompagner la renaturation des espaces déconstruits après un repli stratégique, et engager une réflexion sur l’inscription de ce type d’action dans les démarches de compensation environnementale   >> Exemple d’actions possibles du partenariat littoral  **Animer la prise en compte des risques littoraux dans les documents de planification, les stratégies de développement économique et les projets d’aménagement**   * Contribuer aux réflexions nationales et identifier les besoins en évolution règlementaire, sur les questions de recomposition spatiale et de réduction de la vulnérabilité sur les constructions existantes * Expérimenter le repli stratégique en fonction des spécificités territoriales |

# Partie 2 | Des principes pour accompagner les transitions et dessiner l’avenir dans les territoires littoraux

Confrontés à de multiples défis, les espaces littoraux de Nouvelle-Aquitaine doivent y répondre en poursuivant leur adaptation pour faire face aux effets du changement climatique, limiter l’érosion de la biodiversité et s’adapter aux grandes mutations socio-économiques. Cette nécessaire adaptation implique un changement de posture sur la manière de penser le développement des territoires ; elle représente donc un formidable levier pour innover et profiter de nouvelles opportunités dont les territoires pourront tirer parti. Si aujourd’hui comme hier l’objectif est de continuer à concilier développement et préservation, les modalités doivent évoluer en s’appuyant sur de nouveaux principes de développement et d’aménagement territorial. Les démarches portées par le GIP littoral sur la période 2009 – 2019 sur l’amélioration de la connaissance, la prospective ou encore la définition de cadres d’intervention vont en ce sens.

Les 5 principes d’intervention qui guideront la mise en œuvre du projet Littoral Nouvelle-Aquitaine font largement écho aux 5 priorités d’investissement édictées par l’Europe. Ils sont rappelés dans cette 2ème partie de la contribution du GIP littoral.

Les 2 premiers principes contribuent pleinement à une ***Europe plus verte et à zéro émission de carbone***, qui met en œuvre l’accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique

**Principe 1 | Penser l’adaptation et développement des territoires littoraux à travers une recherche de sobriété**

A leur échelle et selon leurs spécificités, les territoires littoraux ont un rôle à jouer dans la mise en place de nouveaux modèles d’aménagement et de gestion des ressources quelles qu’elles soient. La recherche d’une certaine sobriété dans ces nouveaux modèles est sans doute un facteur-clé de réussite :

* Sobriété énergétique : réduire consommation d’énergie, utilisation énergie moins polluantes, renouvelables, ou émettrice de GES
* Sobriété dans la consommation foncière : multifonctionnalité des espaces, anticipation des besoins
* Sobriété dans les projets d’aménagement : recherche du moindre impact, mutualisation des équipements
* Sobriété financière : investissement / fonctionnement, raisonnement en termes de coût global
* Sobriété dans les modes de production et de consommation : recyclage / économie circulaire, circuits-courts, recours aux ressources locales bio-sourcées

**Principe 2 | Porter l’ambition de la résilience dans les stratégies et les projets d’aménagement des territoires littoraux**

En instaurant au cœur des projets, la flexibilité et la réversibilité, les actions permettront de suivre les saisons, d’accompagner les mouvements de la nature, de faire face aux aléas (principe de résilience) sans en subir trop lourdement les effets, mais ces principes permettront aussi d’anticiper les évolutions à plus longue échéance.

Le 3ème principe proposé répond à l’objectif d’une ***Europe plus connectée***, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique.

**Principe 3 | Construire des stratégies et des projets de territoires fondés sur la complémentarité et la multifonctionnalité**

Les territoires littoraux ne vivent pas ou plus en vase clos, ils interagissent avec d’autres. Ce n’est pas nouveau, toutefois l’enjeu de préserver la qualité du cadre de vie va se faire dans un contexte de sollicitations touristiques, récréatives et résidentielles croissantes. Pour faire face à ces défis de fonctionnement et de développement à de nouvelles échelles, il convient de penser en « systèmes de territoires » en prenant en compte les « forces et faiblesses », de chacun et leur diversité. Le lien entre communes littorales et rétro-littorales est à ce titre emblématique du fonctionnement des territoires littoraux.

Les projets de demain devront être construit dans une double logique : celle de la complémentarité, cela signifie concrètement penser l’organisation des territoires sur la mise en réseau d’espaces ressources (naturels, économiques, éducatifs, culturels, touristiques..) et leur valorisation, penser une urbanisation qui s’appuie sur les solutions de mobilité durable pour aller vers des projets urbains articulés aux réseaux de transports en communs, aux mobilités douces… ; penser un développement économique recherchant les équilibres (productif / résidentiel ; tourisme / résidentiel).

La deuxième logique qui devra s’appliquer est celle de la multifonctionnalité et donc de penser le développement territorial en privilégiant une approche globale des usages (résidents permanents, secondaires, excursionnistes, touristes…).

Les 2 derniers principes renvoient à la volonté de construire ***une Europe plus intelligente***, grâce à l’innovation, à la numérisation, à la transformation économique, mais aussi une Europe plus proche des citoyens :

**Principe 4 | S’appuyer sur l’innovation et l’expérimentation pour mettre en œuvre l’aménagement durable des territoires littoraux**

L’aménagement durable doit pouvoir s’ouvrir à l’expérimentation et l’innovation. Elles peuvent porter sur plusieurs champs d’action comme : le montage de projet (principe de site test, démarche pilote, logique de projet itérative / droit à l’erreur) ; la participation et la concertation (en développant notamment de nouvelles approches de concertation, de participation du public dans l’élaboration et la mise en œuvre des projets de territoire , l’implications des acteurs dans leur diversité dans la définition des attentes et des choix de solution…) ; l’utilisation des technologies numériques ; l’économie avec la recherche de montages financiers innovants pour assurer la pérennité opérationnelle des projets.

Ces innovations et expérimentations peuvent également porter sur le cadre règlementaire ou l’émergence de nouvelles coopérations ou partenariats.

**Principe 5 | Renforcer l’excellence du réseau d’expertise littorale en Nouvelle-Aquitaine pour accompagner les territoires littoraux et bâtir une culture commune**

Au regard de l’ensemble des évolutions auxquelles les territoires littoraux ont à faire face, il est primordial de continuer à disposer de connaissances et d’indicateurs fiables pour éclairer la décision en matière de politiques publiques. Pour ce faire, les collectivités littorales de Nouvelle-Aquitaine bénéficient depuis de nombreuses années d’un réseau d’expertise dédié aux questions littorales qui permet d’assurer l’observation, le suivi et l’analyse prospective de leurs territoires. Ce réseau d’expertise est constitué d’acteurs institutionnels, d’agences de conseil, d’observatoires et de centre de ressources. Chacun y joue un rôle prépondérant dans la connaissance des espaces et milieux littoraux, et ce dans des disciplines variées.

Dans une société où les citoyens sont de plus en plus impliqués dans la vie locale et en demande d’informations, le partage des connaissances, la sensibilisation et la communication sont devenus essentiels pour la réussite des projets. Chacun autour de ses thématiques et dans le cadre de ses prérogatives peut assurer une ou plusieurs des missions suivantes et participer ainsi à la construction d’une culture commune.

# Partie 3 | Des besoins en accompagnement sur la période 2021 – 2027

Défi 1 : Repenser l’accueil et l’accessibilité des territoires littoraux

>> Améliorer la connaissance sur les dynamiques socio spatiales

*Exemples : Réflexions sur la définition de la capacité d’accueil des territoires, la place des résidences secondaires et leur impact présentiel sur les territoires*

>> Connecter et structurer les territoires en prenant en compte les spécificités littorales

*Projets structurants de connexions douces et mobilités intégrant les spécificités littorales (navettes saisonnières, liaisons maritimes…), développement d’offres innovantes de services...*

Défi 2 : Préserver et valoriser les espaces et sites naturels, agricoles et forestiers

>> Améliorer la connaissance sur les espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) et les paysages littoraux

*Exemples : Réflexions sur l’évolution temporelle et spatiale des espaces NAF ; sur la multifonctionnalité des espaces NAF et les services rendus par ces espaces*

>> Mettre en valeur, préserver et connecter les espaces naturels littoraux

*Projets structurants sur les espaces naturels fréquentés du littoral pour améliorer, rationaliser l’accueil sur les sites et assurer leur préservation (cf. Cadre régional en cours d’élaboration sur les espaces naturels fréquentés)*

Défi 3 : Repenser les modèles économiques

>> Améliorer la connaissance sur les activités présentes sur le littoral et les espaces productifs

*Exemples : Réflexions sur les activités nécessitant la « proximité de l’eau » (loi littoral), la mutation des espaces portuaires professionnels (pêche, ostréicole)*

>> Adapter et requalifier les territoires et stations touristiques

*Plans d’actions en matière d’aménagement durable des stations et territoires littoraux (cf. cadre régional du Référentiel d’innovation ADS)*

*Projets structurants en matière d’aménagement durable des plages (cf. Cadre régional validé en 2010 et révisé en 2019 - Schéma Régional Plan Plage)*

Défi 4 : Gérer les risques littoraux en lien avec l’aménagement

>> Améliorer la connaissance sur les risques littoraux

*Exemples : Réflexions sur les besoins en évolution réglementaire pour une meilleure prise en compte des risques dans les documents de planification, les stratégies de développement économique et les projets d’aménagement*

>> Adapter les territoires littoraux aux risques littoraux

*Projets structurants issus des programmes d’actions des stratégies locales de gestion de la bande côtière, expérimenter le repli stratégique en fonction des spécificités territoriales*

*Accompagner les démarches locales de gestion des submersions marines*

1. Atout France, 2016 [↑](#footnote-ref-2)
2. Pour rappel : étude sur les NAF menée par le GIP Littoral : https://www.giplittoral.fr/organisation-espace-littoral/etude [↑](#footnote-ref-3)
3. Pour rappel : actions en matière d’aménagement durable engagées par le GIP Littoral : https://www.giplittoral.fr/tourisme-am%C3%A9nagements-durables [↑](#footnote-ref-4)
4. Pour rappel : https://www.giplittoral.fr/gestion-bande-cotiere [↑](#footnote-ref-5)